



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

JEUDI 05 JANVIER 2017

LE MOUVEMENT FNE MOBILISE LA JUSTICE CONTRE LES REJETS D'ALTEO

Le 28 décembre 2016, les associations FNE 13, FNE PACA et FNE ont déposé un recours devant le tribunal administratif de Marseille contre l'autorisation préfectorale accordée à Altéo pour ses rejets en mer. Notre demande : réduire le délai de dérogation accordé à l'industriel pour mettre ses rejets liquides aux normes et respecter les valeurs limites d'émission fixées par la loi pour de nombreux polluants.

Depuis des années France Nature Environnement dénonce la pollution de la Méditerranée par Altéo. L'industriel et ses prédécesseurs ont rejeté depuis 1967 pas moins de 20 millions de tonnes de boues toxiques dites boues rouges au fond du canyon de Cassidaigne au large de Cassis. Un site pourtant d'une richesse écologique exceptionnelle et aujourd'hui située en cœur de Parc national des Calanques.

Si les rejets des boues rouges stricto sensu ont cessé au 31 décembre 2015, la pollution continue pourtant, le préfet ayant accordé pour 6 ans une dérogation aux valeurs limites de rejets de polluants tels que l'aluminium, l'arsenic ou le fer contenus dans la fraction liquide des résidus qui continuent d'être rejetés en mer. Des dépassements autorisés atteignant parfois des valeurs plus de 1000 fois supérieures aux seuils imposés par la loi !

Par courrier, lettres ouvertes, tribunes ou par communiqué de presse, nous avons relevé l'absurdité de protéger d'une main et de laisser polluer un cœur de parc de l'autre. FNE Bouche du Rhône, FNE PACA et FNE demandent sans relâche depuis plus de deux ans le respect des valeurs de rejets réglementaires. La dérogation accordée par le préfet le 28 décembre 2015 au respect de ces valeurs, alors même que l'industriel connaissait les délais de mise aux normes qui lui incombaient depuis 20 ans, est inacceptable. D'autant plus inacceptable que, comme nous ne cessons de le dire, les solutions techniques existent et peuvent être mises en œuvre dans des délais bien plus courts !

Le mouvement associatif (FNE 13, FNE PACA, FNE, mais aussi Surfrider Foundation Europe, la LPO et Sea Shepherd) fait donc aujourd'hui appel à la justice pour dénoncer ces rejets.

Plus particulièrement, FNE 13, FNE PACA et FNE demandent au tribunal administratif de Marseille de réduire le délai de 6 ans accordé à Altéo par l'arrêté du 28 décembre 2015 pour mettre ses rejets liquides aux normes, l'exploitant ayant d'ores et déjà bénéficié de nombreuses années pour satisfaire à cette exigence.

AGISSEZ AVEC NOUS. REJOIGNEZ-NOUS SUR FNE.ASSO.FR



Nous ne demandons rien de moins que le respect strict de la loi par une entreprise dont les rejets menacent directement un milieu marin d'une grande richesse biologique soumis à de multiples pressions anthropiques. Pour que la Méditerranée reste le fabuleux hotspot de biodiversité qu'elle est aujourd'hui, mais dont la pérennité et la santé est chaque jour plus fragile.

Contacts presse :

Pour FNE 13 et FNE PACA :

Pierre APLINCOURT
Président FNE 13
06.07.81.91.07

Anaïs LOZANO
Chargée de mission juridique FNE 13
fne13.anaislozano@gmail.com
04.91.53.10.35

Pour FNE :

Sophie BARDET
Chargée de mission juridique FNE
juridique@fne.asso.fr
02.43.87.81.77